



RESEARCH ARTICLE

LEADERSHIP FÉMININ ET PARTICIPATION DES FEMMES AUX INSTANCES POLITIQUES DANS LA COMMUNE DE TENKODOGO (BURKINA FASO)

¹Dr. Yacouba CISSAO and ²Dr. Siaka GNESSI

¹Socio-anthropologue, Chercheur au CNRST-INSS, Burkina Faso; ²Sociologue, Chercheur au CNRST-INSS, Burkina Faso

ARTICLE INFO

Article History:

Received 20th October, 2025

Received in revised form

17th November, 2025

Accepted 28th December, 2025

Published online 30th January, 2026

Keywords:

Genre, Leadership Féminin, Participation Politique, Burkina Faso, Sociologie Politique.

*Corresponding author:

Dr. Yacouba CISSAO

ABSTRACT

La participation des femmes aux instances politiques constitue un enjeu majeur de gouvernance démocratique et de justice sociale. Au Burkina Faso, malgré l'adoption de dispositifs institutionnels visant à promouvoir l'égalité de genre, la présence et l'influence des femmes dans les sphères décisionnelles demeurent limitées. Cet article analyse le leadership féminin et la participation politique des femmes à partir d'une approche sociologique et anthropologique. En mobilisant les concepts de rapports sociaux de genre, de domination symbolique et d'agency, l'étude met en évidence les facteurs structurels, culturels et institutionnels qui conditionnent l'accès des femmes au pouvoir politique. Fondée sur une revue de la littérature et une collecte de données qualitatives, l'analyse montre que les normes socioculturelles et les représentations masculines du pouvoir continuent de freiner l'émergence d'un leadership féminin effectif, malgré les stratégies d'engagement et de contournement développées par les femmes. L'article contribue ainsi aux débats sur le genre et la gouvernance inclusive.

Copyright©2026, Yacouba CISSAO and Siaka GNESSI. 2026. This is an open access article distributed under the Creative Commons Attribution License, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

Citation: Dr. Yacouba CISSAO and Dr. Siaka GNESSI 2026. "Leadership féminin et participation des femmes aux instances politiques dans la commune de tenkodigo (Burkina Faso)". *International Journal of Current Research*, 18, (01), 35971-35975.

INTRODUCTION

La participation politique des femmes constitue un objet central des sciences sociales, notamment en sociologie politique et en anthropologie du genre, dans la mesure où elle interroge les rapports de pouvoir, les mécanismes de domination et les dynamiques de transformation sociale. Depuis les travaux fondateurs sur la division sexuée du pouvoir (Pateman, 1988; Scott, 1990), la sous-représentation des femmes dans les instances décisionnelles est analysée comme le produit de structures sociales et symboliques profondément enracinées. Au Burkina Faso, la participation des femmes aux instances politiques s'inscrit dans un contexte marqué par la persistance de normes sociales patriarcales qui assignent aux femmes des rôles principalement domestiques. Bien que des réformes juridiques et institutionnelles aient été adoptées pour promouvoir l'égalité de genre, les femmes demeurent largement marginalisées dans les espaces formels de pouvoir. Cette situation révèle une tension entre les cadres normatifs modernes et les logiques socioculturelles locales qui structurent l'exercice du pouvoir politique. Dans cette perspective, le leadership féminin ne se réduit pas à une question de représentation numérique, mais renvoie à la capacité des femmes à influencer les processus décisionnels et à transformer les pratiques politiques. Les recherches sur la participation politique des femmes mettent en évidence le rôle central des rapports sociaux de genre dans la structuration des inégalités d'accès au pouvoir (Kergoat, 2000). En sociologie politique, la domination masculine est analysée comme un principe organisateur du champ politique, où les positions de pouvoir sont historiquement construites comme masculines (Bourdieu, 1998). Les théories féministes de la représentation politique distinguent la représentation descriptive de la représentation substantielle

(Pitkin, 1967; Phillips, 1995). Ces travaux soulignent que l'augmentation du nombre de femmes dans les institutions politiques ne garantit pas nécessairement une transformation des politiques publiques, mais constitue une condition importante pour remettre en cause les normes dominantes du pouvoir. L'anthropologie politique insiste sur les dimensions symboliques et culturelles du leadership. Ortner (1974) et Schatzberg (2001) montrent que, dans de nombreuses sociétés africaines, le pouvoir est associé à la masculinité, à l'autorité lignagère et aux structures coutumières. Au Burkina Faso, ces logiques contribuent à la marginalisation des femmes dans les instances politiques formelles, malgré leur rôle central dans la vie communautaire. Des travaux plus récents mettent toutefois en lumière les formes alternatives de leadership féminin développées dans les espaces associatifs et informels (Tripp et al., 2009). Ces espaces constituent des lieux d'apprentissage politique et de construction du capital social, bien que leur impact sur les institutions politiques demeure limité. Cette recherche mobilise une approche croisée entre sociologie du genre et anthropologie politique. Le concept de rapports sociaux de genre permet d'analyser la manière dont les inégalités entre hommes et femmes sont socialement construites et reproduites dans le champ politique (Kergoat, 2000). La théorie du champ de Bourdieu (1998) éclaire les mécanismes de domination symbolique qui confèrent une légitimité différenciée aux acteurs politiques selon leur sexe. L'anthropologie politique met l'accent sur les représentations culturelles du pouvoir et sur la coexistence des institutions modernes et traditionnelles. Dans ce cadre, le leadership féminin apparaît comme socialement contraint par des normes valorisant la masculinité du pouvoir. Toutefois, le concept d'agency (Giddens, 1984 ; Kabeer, 1999) permet de saisir la capacité des femmes à négocier et à transformer ces contraintes à travers des

stratégies d'engagement. Cet article se propose d'analyser le leadership féminin et la participation des femmes aux instances politiques au Burkina Faso à partir d'une approche socio-anthropologique, afin de mieux comprendre les obstacles, les stratégies et les dynamiques de changement à l'œuvre.

MÉTHODOLOGIE

Techniques de collecte des données: Les données qui sont mobilisées dans cet article ont été collectées en mars et juin 2019 dans la commune de Tenkodogo. Outre la ville de Tenkodogo, nous avons réalisé des entretiens dans le village de Sabtenga situé à une quinzaine de kilomètres ladite ville. Certaines de nos enquêtées parmi les femmes étaient issues d'autres villages mais étaient très fréquentes dans la ville de Tenkodogo où nous nous sommes entretenus avec elles. Les femmes et hommes qui ont été enquêtés sont issus de différents domaines d'activités dans les secteurs formel et informel. Les techniques employées pour la collecte de données sont les entretiens semi-structurés, les entretiens informels, les focus group et l'observation directe. Nous avons progressivement constitué notre échantillon en partant des informations fournies par les premières personnes enquêtées qui nous ont notamment guidé vers d'autres personnes dont le profil intéressait le sujet de recherche. Trente entretiens semi-directifs et trois focus group ont été en définitive réalisés avec majoritairement des femmes issues du milieu associatif, du milieu politique, du milieu administratif et du milieu de l'entrepreneuriat (commerce, restaurant, etc.).

Le milieu de l'étude: La Commune de Tenkodogo se situe à l'Est du Burkina Faso dans la province du Boulgou et est distante de 185 kms de la capitale Ouagadougou. La ville de Tenkodogo est le chef-lieu de la province du Boulgou et de la région du Centre-Est qui abrite deux autres provinces que sont la province du Kouritenga et la province du Koulpelgo. La commune s'étend sur 1207 km² et est composée de 92 villages en plus de la ville de Tenkodogo. Sur le plan socioculturel, la commune est peuplée essentiellement par les Bissa, les Moosé, les Peulhs, les Zaossé et les Yaana. La position géographique de la commune par rapport au Togo et au Ghana dont les frontières sont situées respectivement à 105 kms et à 80 kms, fait qu'elle constitue un axe majeur dans les échanges économiques avec ces deux pays. La route nationale 16 qui traverse cette commune est ainsi très fréquentée pour le transport des marchandises en provenance ou à destination des ports maritimes de Lomé au Togo et de Tema au Ghana. L'économie locale est dominée par des activités telles que l'agriculture, l'élevage et le commerce. Etant une zone de forte émigration vers des pays comme l'Italie, la Libye, la Guinée Équatoriale, le Gabon, etc, l'économie locale est également impactée l'envoi de devises par les migrants. Le conseil municipal comptait 202 conseillers dont 116 sont issus du MPP, 58 de l'UPC, 26 du CDP, 1 du NTD et 1 du PRDF. Sur ces 202 conseillers, on dénombrait 37 femmes dont 29 appartenaient au MPP, 5 à l'UPC, 2 au CDP et 1 au NTD. Au sein du bureau communal figurait une seule conseillère issue du MPP et occupant le poste de deuxième adjointe au maire. Le maire de la commune était issu du MPP, le parti majoritaire dans le conseil municipal.

RÉSULTATS

Comment les populations locales se représentent-elles le leadership féminin ?: Dans la langue Bissa, le terme utilisé pour parler d'un leader est le terme « lèma gan » qui veut dire littéralement « ceux qui sont devant ». Se rapportant à la femme, le terme utilisé est celui de « loubanon lèma gan » qui signifie donc « la femme qui est devant » ou « celle (s) qui est (sont) devant les femmes ». À côté de ce terme, ont émergé d'autres que sont : « loubanon gandao » (femme brave), « lou an yarr » (femme homme), « lou toutonhon gan » (femme qui se bat). En lien avec ces termes qui se dégagent dans le vocabulaire local, les caractéristiques d'une femme leader envisagées par les personnes enquêtées se résument aux qualités de battante, de personne courageuse, de capacité de prise de parole, etc.

« Pour être leader, premièrement là, en tant que femme il faut être sincère, voilà, il faut te battre ; il ne faut pas avoir deux bouches, dire aujourd'hui oui, demain dire non ; ne faut pas calomnier, faut rester directe ; ne faut pas avoir des problèmes, par exemple question de vol, question de tourner aujourd'hui avec cet homme, demain un tel, ce n'est pas bon. Pour être leader là, il faut te battre, il faut avoir une vision ; il faut te dire que demain là moi je veux être comme ça » (B. A., 44 ans, commerçante, responsable d'association, membre de la section provinciale d'un parti politique, membre de la coordination régionale des femmes du Centre-est)

« Bon, quand on dit qu'une femme est leader, c'est une femme qui se bat, une femme qui se bat pour aller en avant, une femme qui se bat pour dépasser d'autres femmes, économiquement, financièrement, bon une femme qui peut prendre la parole et puis défendre les intérêts des autres femmes. Une femme qui peut mobiliser, une femme qui est écoutée quoi, qui peut mobiliser plusieurs femmes et qui a le courage aussi de prendre la parole en public. Et puis une femme qui maîtrise aussi son foyer ; le leadership c'est partout, dans son foyer, dans son secteur, dans ses activités, dans le monde associatif là, voilà » (B. E., 60 ans, Présidente d'un groupement, coordonnatrice provinciale des femmes du Boulgou, membre du Bureau d'un parti politique).

La dimension du leadership féminin qui s'exerce dans un cadre comme le foyer, c'est-à-dire dans la vie du ménage, mentionnée par notre interlocutrice fait écho aux propos d'un de nos enquêtés de sexe opposé, un conseiller municipal en l'occurrence, qui disait ceci :

« Des femmes que moi je peux en tout cas définir comme des femmes leaders : y'en a qui sont au sein des différentes structures, qui occupent des postes de responsabilité, c'est des femmes leaders. Que ce soit au niveau des structures du développement, que ce soit politique ou religieux, c'est des femmes leaders. Ça c'est une catégorie de femmes. Mais y'a une autre catégorie encore ; elles ne sont ni dans l'un ni dans l'autre ; elles ne sont pas dans les structures, elles ne sont pas au niveau religieux, elles ne sont pas politiques, mais à l'intérieur du foyer, dans la famille, elle joue un rôle vraiment de leader, mais qui ne se voit pas, voilà. Elles orientent même leur mari avec des idées, c'est une forme de leadership ; elles prennent beaucoup de choses en charge au niveau du foyer. Même si ça ne se voit pas, des gens même peuvent reconnaître en fond sonore qu'une telle se bat, vraiment elle est vraiment au-devant de tout, voilà c'est une forme de leadership » (T.A., conseiller municipal de Sabtenga).

Également lors de notre focus group avec la dizaine de femmes membres d'une association dans le village de Gourgou relevant du secteur 4 de Tenkodogo, ces dernières ont souligné en plus des caractéristiques mentionnées précédemment qu'il faut « une entente avec son mari pour être leader ». Toutes les femmes que nous avons interviewées insistent d'ailleurs sur cette dimension comme étant l'une des conditions qui s'imposent au premier plan aux potentielles femmes leaders. En d'autres termes, la compréhension et le soutien du mari de la femme qui dispose plus ou moins des autres qualités s'avèrent capitaux pour que cette dernière puisse pleinement valoriser ces qualités. En plus de ces caractéristiques, la femme leader doit également être sociable selon la deuxième adjointe du maire de Tenkodogo : « une femme leader doit être beaucoup sociable, surtout ça ; la sociabilité là il faut l'avoir en soi ; en Afrique on regarde ça ; si tu dis que tu t'en fous d'un tel, les événements malheureux et heureux tu n'es pas là, les gens sont très regardant là-dessus ; et si tu n'es pas ainsi il faut savoir qu'on jamais te voter ».

Les espaces d'expression du leadership féminine: Dans la commune de Tenkodogo, le leadership féminin est plus perceptible dans les domaines associatif et entrepreneurial. Le domaine de l'entrepreneuriat est assez large en ce sens que les enquêtées y logent les activités de commerce, de restauration, de transformation, de tissage, bref les activités liées à une forme d'entreprise initiée par lesdites femmes leaders.

« Elles sont beaucoup représentées dans le domaine associatif, dans l'entrepreneuriat aussi ; politique là, non non non » (C.Y, 45 ans, autorité municipale de Tenkodogo)

« Oui oui il y'en a, je peux prendre des exemples ; il y'a Mme Balima qui est là, elle elle fait beurre de karité, soubala ; elle aussi, elle a une association ; elle aussi elle est dans politique avec moi. Elle se bat aussi comme moi. Y'a Mme Koudougou qui est là, elle est présidente de la COGES à la maison de la femme ; en tout cas y'a pas mal de femmes à Tenkodogo ici. Y'a Hadja Yougbaré, y'a Kéré Mariam... Si je prends Kéré Mariam, elle elle fait biscuit et puis couscous ; c'est ce que son association fait. Y'a une Sorgho au secteur 4, elle elle fait le petit commerce. Vraiment y'a beaucoup d'associations de femmes à Tenkodogo ici qui se battent » (B.A, 44 ans, commerçante, responsable d'association, membre de la coordination régionale des femmes du Centre-est).

Cette interlocutrice a d'ailleurs été comme d'autres femmes dites leaders à l'honneur d'une activité réalisée en mi-mars à Tenkodogo dans le cadre de la campagne nationale pour la promotion du leadership féminin. Selon le point-focal de la Plate-forme nationale des jeunes pour les objectifs du développement durable au Burkina Faso (PNJ-ODD/BF), la structure à l'origine de cette initiative, les femmes leaders qui ont été identifiées dans le cadre de cette activité qui a consisté à une rencontre d'échanges avec le public féminin, étaient dans le domaine de la microentreprise (restauration, tissage, coiffure) et dans le domaine de l'administration, telles que la directrice régionale du ministère de la jeunesse, la directrice régionale du budget, la ministre de la santé (originaire de Tenkodogo), etc. Selon notre interlocuteur qui est fonctionnaire au Haut-commissariat de la province, durant la rencontre où les échanges se sont déroulés en langue mooré, c'est la directrice de l'ONG Plan dans la ville de Koupèla qui a été beaucoup interpellée : « Celle qui a été la plus interpellée, c'est la responsable de Plan Burkina. Je pense que les femmes là lui ont demandé, ah mais pourquoi Plan n'est pas ici, nous on a des projets, quand on fait des projets on dit que Plan n'intervient pas à Tenkodogo, c'est à Koupèla ».

Ce dernier affirme par ailleurs qu'elles sont nombreuses celles qui viennent dans son service pour la création d'associations, mais il déplore le fait que la plupart sont dans une dynamique de demande d'aide :

« Elles ont la volonté de s'unir et elles s'unissent, mais que ce soit pour les femmes comme pour les hommes, le principal obstacle c'est celui des mentalités ; personnellement c'est mon avis, c'est celui des mentalités. Parce que j'ai l'impression que quand les gens forment leur association, c'est essentiellement pour se faire aider. Quand ils se mettent en association, c'est pour demander une aide. En tout cas, les objectifs ils les déclinent dans leur papier mais on ne sent pas une réelle motivation de réaliser ces objectifs-là ». (P. B, fonctionnaire à Tenkodogo)

Il n'en demeure pas moins que la plupart des femmes qui sont présentes dans le domaine politique dans la commune de Tenkodogo ont eu une certaine assise à partir de leurs activités associatives, laquelle assise leur a permis plus tard de se lancer ou d'être enrôlée dans la sphère politique en raison de leur capacité de mobilisatrice :

« Comme je suis présidente d'une association, par exemple s'il y'a des activités, en tout cas moi je suis active. Si y'a quelque chose seulement, s'il y'a des rencontres, nous on participe. Par exemple tu es venu comme ça, si tu avais des activités demain et tu veux des femmes, nous on pouvait se mobiliser rapidement et puis te trouver des femmes, le nombre de femmes que tu veux. Tu sais que les politiciens aiment les gens aussi qui sont actifs. Moi j'ai commencé à faire la politique ça fait des années hein. J'ai commencé à faire la politique ça vaut vingt ans » (B.A, 44 ans, commerçante, responsable d'association, membre de la section provinciale d'un parti politique, membre de la coordination régionale des femmes du Centre-est)

Contraintes et difficultés vécues par les femmes leaders : Les contraintes et difficultés auxquelles sont confrontées les femmes leaders vont globalement de l'attitude des hommes aux préjugés existant dans la société en passant par le manque de moyens et

d'instruction. Le poids des hommes découlant plus ou moins des rôles définis par la société semble être le plus dominant :

« En tant que femme, tu ne peux pas faire de politique sans avoir des difficultés ; y'a pas cette personne qui va dire que je suis dans la politique, je suis à l'aise, voilà. Mais si tu ne fais pas la politique, la politique va te faire. Comme c'est des partis différents là woo, y'a d'autres qui aiment que tu sois avec eux, y'a d'autres qui n'aiment pas. Y'a problème de jalousie. Bon si je dis jalousie, par exemple là où je suis là, si je peux avoir au moins beaucoup de femmes derrière moi et toi tu es là tu ne peux pas avoir beaucoup de femmes, ça amène des problèmes. Et puis en tant que femme aussi ce n'est pas facile, toi tu as des enfants à la maison, si tu dois les nourrir, tu dois faire beaucoup de choses à la maison avant de sortir. Mais malgré tout ça là on avance, voilà. Y'a le problème de moyens aussi qui est là, si tu es femme ce n'est pas facile (...). Tu ne peux pas être dans un milieu sans avoir des ennemis. Vous-même vous savez que les hommes là nous bousculent, mais nous aussi on ne veut pas rester derrière, nous aussi on ne va pas accepter, parce qu'actuellement sans les femmes rien ne peut se passer. Donc ce qui fait qu'entre nous là, on se tire » (B.A, 44 ans, commerçante, responsable d'association, membre de la section provinciale d'un parti politique, membre de la coordination régionale des femmes du Centre-est)

« Je suis dans le domaine et je défends la cause de la femme ; surtout dans le domaine politique, vous savez que les hommes nous mettent souvent derrière, nous sommes que des électeurs seulement. Au niveau de la candidature c'est un peu compliqué, nous sommes là, on veut combattre ça aussi. Voilà, il faut qu'on nous réserve aussi des places, qu'ils respectent les 25 ou bien les 30% là » (B. E, 60 ans, Présidente d'un groupement, coordonnatrice provinciale des femmes du Boulgou, secrétaire générale provinciale d'un parti politique)

« Quand on a une rencontre, les femmes sont là, elles viennent. Elles s'intéressent, mais maintenant elles ont peur de prendre la devanture, elles ne veulent pas s'engager, c'est ça le problème. Bon, pourquoi elles ne veulent pas s'engager, comme je vous ai dit, c'est à cause des hommes ; nous avons cette mentalité africaine-là qui est là : c'est l'homme qui doit être devant, il faut suivre l'homme et tant qu'il n'y a pas un homme devant les femmes n'acceptent pas aller. Et puis elles ont peur des préjugés ; je connais beaucoup qui ont déserté, qui ont quitté le navire présentement parce qu'elles sont été accusées, et quand on a voulu renouveler le bureau, elles ne se sont plus présentées... Vous voyez, c'est ce que les hommes utilisent comme arme pour désarmer (...). Si tu n'es pas forte de caractère, si tu n'es pas bien assise en esprit, spirituellement, tu ne peux pas. La politique est dure, difficile, compliquée ; non seulement il y'a la famille qui est là, tu n'as pas le temps pour ta famille, pour tes enfants. Par exemple moi quand y'a une réunion chez moi à 18h ou bien on te dit de venir à Ouaga pour une rencontre, tu as des enfants ici, tu pars pour deux jours, trois jours, tu laisses la famille derrière toi ; vous êtes les hommes aussi, vous n'êtes pas habitués à rester avec les enfants toute la journée, à vous occuper d'eux, et puis quelque part l'éducation bascule ; immédiatement ça commence à jouer sur toi »

« Je me rappelle que pendant la campagne, quand on voulait positionner les femmes c'était une bagarre ; y'a une femme qui était arrêtée dehors là, elle on l'a mise carrément à la troisième position ; fallait qu'elle se lève, qu'elle se batte pour prendre la première position ; et la première position elle ne l'a pas eu, c'est la deuxième position, deuxième conseillère. C'aurait été une autre personne, elle allait se désarmer, que si c'est comme ça c'est bon, allez-y. C'est ce qui fait qu'on n'est pas nombreuses » (C. Y, 45 ans, autorité municipale, Tenkodogo).

Une autorité municipale ne cache pas son doute sur l'augmentation du nombre de femmes sur la scène politique. Elle en veut pour preuve que pour l'élection du bureau de l'association des femmes maires du Burkina à Ouagadougou, le nombre de femmes maires était insuffisant pour les votes à tel point qu'elles ont été obligées d'associer les conseillères municipales non membres des bureaux communaux pour avoir le nombre requis. Elle estime d'ailleurs qu'il

y'a moins de femmes qu'au mandant précédent (avant insurrection). Pour elle, il y'a la peur qui habite les femmes étant donné qu'avec l'insurrection populaire, beaucoup de femmes politiques ont été durement affectées. On note d'ailleurs que c'est l'avènement de l'insurrection populaire qui a précipité son entrée dans le milieu politique sans que celle-ci ne l'ait programmé ou appelé de ses vœux. *« Ça a surpris beaucoup de gens parce que je ne m'intéressais pas à la politique comme ça. C'est depuis l'insurrection que je me suis intéressée, sinon la politique en tant que telle ça ne m'a jamais intéressé. Mais depuis l'insurrection, vraiment on voulait un changement, raison pour laquelle je me suis lancée. C'est pour aller voir, observer d'abord, mais quand je suis arrivée, comme beaucoup me connaissent, du tic au tac on m'a d'abord proposé comme trésorière provinciale dans le bureau, bon je n'ai pas voulu, j'avais peur. A entendre parler, on dit que la politique ce sont les femmes impolies, des femmes qui sont dures de caractère, des femmes qui ne sont pas faciles qui sont dans la politique, voilà, raison pour laquelle je n'ai pas voulu me lancer mais on m'a proposé ; de trésorière on m'a proposé dans le bureau politique national. Je ne voulais pas mais bon on m'a proposé, j'ai accepté. Pendant la campagne on m'a proposé comme conseillère, je ne voulais pas mais les gens se sont réunis pour venir me voir que je dois accepter être conseillère, donc bon mon mari a donné son aval; c'est le maire même qui est venu, qui voulait former son équipe, c'est à partir de là que je suis devenu deuxième adjointe au maire ».*

On peut ainsi percevoir le fait que l'insurrection populaire a engendré le retrait de nombre de femmes dont certaines ont subi des violences et crée une sorte de déficit de profils féminins pour les listes des partis lors des échéances électorales qui ont eu lieu après cette période charnière en matière de transformations sociopolitiques au Burkina Faso.

Les contraintes et difficultés énoncées par ces femmes leaders sont dans une certaine mesure les mêmes que celles perçues par les jeunes scolaires leaders que nous avons enquêtés:

« Il y'a des obstacles parce que la plupart de ces femmes, ce sont des femmes qui sont dans des foyers, et puis elles ont aussi une famille, étant donné que les enfants aussi d'une part est un obstacle même à l'épanouissement de la femme. Accepter que sa femme laisse les enfants pour sortir pour des conférences et consort, des sensibilisations, je pense que ça aussi elle a des fois des difficultés en famille. Et des fois aussi elle rentre à des heures tardives, elle peut sortir la nuit comme ça pour ses réunions, ses rencontres; elle rencontre en tout cas des difficultés au niveau familial »(S.Z, 19 ans, trésorière dans le bureau de l'Association des scolaires de Tenkodogo).

« L'année passée il y'avait quatre filles sur les neufs membres du bureau, et cette année on a une seule fille dans notre bureau. Notre structure là est faite de sorte qu'il faut forcément travailler, il faut forcément s'engager quoi, c'est quand même tous les scolaires que ça réunit. Du coup, vous connaissez les femmes; elles ont des fois honte, bon le fait de laisser des travaux à la maison pour sortir, voilà. Je prends le cas des activités socioculturelles, bon à chaque fois il faut passer dans tel ou tel établissement parce que y'a tel ou tel établissement qui organise ses activités, il faut aller soutenir ceux-là, des fois toi-même tu es obligée de laisser tes cours pour aller participer ; ah du coup cette année quand on a voulu renouveler, celles qui étaient déjà là, quand on les appelle, elles disent : l'année passée là c'était pas facile (rires) » (O. F, 20 ans, président d'Association des scolaires, Tenkodogo).

Les contraintes vécues par les femmes leaders sont également liées à la non-autochtonie de certaines d'entre elles. C'est le cas de A.I, animatrice Radio, promotrice de la foire de Tenkodogo dont la carrière politique locale a été compromise par son origine non-autochtone. Elle est une figure bien connue de la commune de Tenkodogo et au-delà. Elle intervient comme animatrice en langue mooré et français dans une radio locale d'une petite commune située à une trentaine de la ville de Tenkodogo. Cette fonction lui donne une

certaine visibilité, d'autant plus qu'elle consacre l'essentiel de ces interventions sur les ondes aux questions liées à la jeunesse. Parallèlement à sa fonction d'animatrice radio, elle reste impliquée dans la vie politique et entrepreneuriale à Tenkodogo. Malgré son dynamisme dans l'arène politique locale, elle est confrontée à un obstacle qui freine son émergence lors des élections municipales. En effet, figurer sur les listes locales dans le cadre des campagnes électorales demeure une paire de manches lorsque l'on n'est pas originaire du milieu. Celle-ci a en fait l'amère expérience lors des élections municipales de 2018 où elle fut écartée des listes en raison de la non-autochtonie. Elle fut contrainte alors de repartir dans le Sahel, zone d'origine de son époux où elle a vécu de longues années, pour bénéficier de l'inscription sur une liste électorale.

DISCUSSION

Les résultats de cette étude mettent en évidence une conception du leadership féminin profondément ancrée dans les référents culturels locaux et marquée par une forte ambivalence. D'un côté, le leadership féminin est valorisé à travers des qualités telles que la bravoure, la capacité de mobilisation, la prise de parole et l'engagement collectif; de l'autre, il est perçu comme une transgression des normes de genre, ce que traduisent les expressions locales assimilant la femme leader à une « femme-homme ». Cette ambivalence rejoint les analyses de la littérature féministe africaine, qui montrent que l'accès des femmes aux positions de pouvoir est souvent conditionné à leur capacité à adopter des comportements socialement associés au masculin, au risque de la stigmatisation. L'étude révèle également l'existence d'un leadership féminin informel, exercé au sein du foyer et des réseaux sociaux de proximité, largement invisibilisé mais reconnu par certains acteurs comme une forme de pouvoir réel. Ce constat confirme les travaux qui soulignent que les femmes, bien que marginalisées dans les espaces politiques formels, jouent un rôle central dans la prise de décision familiale et communautaire. Toutefois, ce leadership domestique ne se traduit pas automatiquement par une reconnaissance politique, en raison des barrières structurelles et symboliques qui limitent la circulation des femmes entre les sphères privée et publique. Par ailleurs, les espaces associatifs apparaissent comme des lieux privilégiés de construction du leadership féminin. Ils permettent aux femmes de développer des compétences organisationnelles et relationnelles, tout en constituant une base de légitimation sociale. Dans les structures associatives à caractère mixte, une division sexuelle des tâches est à l'œuvre et est le fait souvent même des femmes ou des filles qui lorsqu'elles décident de s'engager, sont les plus enclines à prendre les responsabilités liées à la trésorerie. Ainsi quasiment toutes les femmes politiques et les jeunes filles membres d'association que nous avons interviewées occupent les postes de trésorière dans les structures respectives. Il semble qu'elles s'imposent plus naturellement à ce poste car perçues de façon générale comme ayant un sens plus élevé de la gestion de la chose commune. La concurrence est relativement faible dans la course à ce poste qui semble être tacitement dévolue aux membres de sexe féminin dans la culture associative.

Néanmoins, la conversion de ce capital associatif en capital politique demeure incertaine et dépend fortement de logiques partisans dominées par les hommes. Les femmes sont souvent recrutées pour leur capacité de mobilisation électorale plutôt que pour leur potentiel de leadership décisionnel; ce qui contribue à reproduire leur marginalisation au sein des instances politiques. Les contraintes identifiées telles que le poids des normes sociales, les responsabilités domestiques, le manque de ressources financières et éducatives, les violences symboliques et politiques... s'inscrivent dans un système de domination de genre qui limite l'autonomie des femmes leaders. L'insurrection populaire de 2014 constitue à cet égard un moment charnière, ayant à la fois ouvert des opportunités d'engagement pour certaines femmes et renforcé les mécanismes de retrait et d'autocensure pour d'autres, en raison des risques et des stigmatisations associées à la politique. Le renforcement des capacités des femmes, notamment à travers la formation, l'alphabetisation politique et l'adaptation linguistique des dispositifs institutionnels

sont importants pour le leadership féminin. Mais, ces mesures ne sauraient suffire sans une transformation plus profonde des rapports sociaux de genre et une volonté politique réelle de promouvoir l'accès des femmes aux postes de décision. Le respect effectif des quotas, l'implication des hommes dans les politiques de genre et la valorisation des modèles féminins de leadership apparaissent ainsi comme des leviers essentiels. En définitive, cette étude montre que le leadership féminin au Burkina Faso ne souffre pas d'un manque de compétences ou d'engagement, mais plutôt d'un déficit de reconnaissance et de légitimation institutionnelle. La promotion de la participation politique des femmes suppose donc de dépasser une approche strictement normative ou quantitative pour s'attaquer aux logiques sociales et culturelles qui participent à l'exclusion des femmes des espaces de pouvoir.

CONCLUSION

Cet article a analysé les formes, les espaces et les contraintes du leadership féminin dans la commune de Tenkodogo, en lien avec la participation des femmes aux instances politiques locales. À partir d'une approche qualitative, l'étude met en lumière des dynamiques complexes dans lesquelles le leadership féminin se construit à l'intersection des normes culturelles, des trajectoires associatives et des opportunités politiques. Les résultats montrent que le leadership féminin est socialement reconnu lorsqu'il s'exerce dans des espaces jugés légitimes pour les femmes, notamment le foyer, les associations et les activités économiques locales. Ces formes de leadership, bien que centrales pour la cohésion sociale et le développement communautaire, demeurent largement invisibilisées dans les arènes politiques formelles. Lorsqu'elles accèdent à ces dernières, les femmes leaders doivent composer avec des normes de genre contraignantes, des rapports de pouvoir asymétriques et une forte charge domestique, qui limitent leur capacité d'action et leur maintien dans les sphères décisionnelles. L'étude met également en évidence le rôle ambivalent des dispositifs institutionnels de promotion du genre. Si les quotas et les politiques publiques constituent des leviers importants pour favoriser la participation politique des femmes, leur mise en œuvre demeure insuffisante et souvent instrumentalisée. Les femmes sont davantage mobilisées comme ressources électorales que reconnues comme actrices politiques à part entière. Par ailleurs, les événements sociopolitiques majeurs, tels que l'insurrection populaire, apparaissent comme des moments à double tranchant, générateurs à la fois d'opportunités d'engagement et de nouvelles formes de vulnérabilité pour les femmes leaders. En définitive, le leadership féminin au Burkina Faso ne saurait être appréhendé uniquement sous l'angle de la représentation numérique ou des capacités individuelles. Il appelle une réflexion plus large sur les rapports sociaux de genre, les mécanismes de légitimation du pouvoir et la transformation des mentalités.

La promotion durable de la participation politique des femmes suppose ainsi une synergie d'actions sur les plans institutionnel, éducatif et socioculturel, impliquant à la fois les femmes, les hommes et les structures de gouvernance.

REFERENCES

Aina, O. I. (1998). *Women, culture and society*. Dakar: CODESRIA.
 Bachelet, M. (2011). *Les femmes au pouvoir politique : état des lieux et enjeux*. Paris: ONU Femmes.

Bourdieu, P. (1998). *La domination masculine*. Paris: Seuil.
 Giddens, A. (1984). *The Constitution of Society*. Cambridge: Polity Press.
 Cornwall, A., & Goetz, A. M. (2005). Democratizing democracy: Feminist perspectives. *Democratization*, 12(5), 783–800.
 Falquet, J. (2008). *De gré ou de force: les femmes dans la mondialisation*. Paris: La Dispute.
 Goetz, A. M. (2007). Political cleaners: Women as the new anti-corruption force? *Development and Change*, 38(1), 87–105.
 Hagberg, S., Kibora, O. L., Koné, B., Konkobo, A., Zongo, E., Barry, S., Cissao, Y., & Kaboré, P. (2021). « *Femmes de devant !* ». *Combat du leadership féminin au Burkina Faso*, Uppsala University
 Kabeer, N. (1999). « Resources, agency, achievements: Reflections on the measurement of women's empowerment ». *Development and Change*, 30(3), 435–464.
 Kabeer, N. (1999). Resources, agency, achievements: Reflections on the measurement of women's empowerment. *Development and Change*, 30(3), 435–464.
 Kergoat, D. (2000). « Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe ». *Sociologie du travail*, 42(3), 395–404.
 Mama, A. (1996). *Women's studies and studies of women in Africa*. Dakar: CODESRIA.
 Mama, A. (2005). Feminist and pan-Africanist perspectives on citizenship. *Feminist Africa*, 3, 5–16.
 ONU Femmes (2020). *Femmes et leadership politique en Afrique*. New York: Nations Unies.
 Pateman, C. (1988). *The Sexual Contract*. Stanford: Stanford University Press.
 Phillips, A. (1995). *The Politics of Presence*. Oxford: Oxford University Press.
 Pitkin, H. (1967). *The Concept of Representation*. Berkeley: University of California Press.
 Razavi, S., & Hassim, S. (2006). *Gender and social policy in a global context*. London: Palgrave Macmillan.
 Schatzberg, M. (2001). *Political Legitimacy in Middle Africa*. Bloomington: Indiana University Press.
 Scott, J. (1990). « Gender: A useful category of historical analysis ». *American Historical Review*, 91(5), 1053–1075.
 Scott, J. W. (1986). Gender: A useful category of historical analysis. *The American Historical Review*, 91(5), 1053–1075.
 Tripp, A. M. (2001). *Women and politics in Uganda*. Madison: University of Wisconsin Press.
 Tripp, A. M., Casimiro, I., Kwesiga, J., & Mungwa, A. (2009). *African women's movements: Changing political landscapes*. Cambridge: Cambridge University Press.
 Tripp, A. M., Casimiro, I., Kwesiga, J., & Mungwa, A. (2009). *African Women's Movements*. Cambridge: Cambridge University Press.
 UNESCO (2017). *Participation des femmes à la vie politique en Afrique de l'Ouest*. Paris: UNESCO.
